



Distr.
LIMITEE
T/L.1148
18 juin 1969
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-sixième session
Point 4 b) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1352^{ème} séance, le 13 juin 1969, le Conseil de tutelle a constitué un comité de rédaction composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qu'il a chargé de proposer, en se fondant sur les discussions qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et de faire des recommandations concernant le chapitre relatif à la situation dans ce territoire qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
2. Le Comité de rédaction a tenu quatre séances. Il a bénéficié du concours d'un représentant de l'Autorité administrante.
3. A la lumière des discussions générales qui ont eu lieu au Conseil sur la situation dans le Territoire, le Comité a élaboré un certain nombre de conclusions et de recommandations qui, à son avis, reflètent les opinions de la majorité des membres du Conseil et qui sont exposées dans l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle de se fonder sur le document de travail révisé concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1144 et Add.1 et 2) pour rédiger le chapitre sur la situation dans ce territoire qui doit être inclus dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
5. Le Comité recommande aussi au Conseil de tutelle d'adopter les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe ci-jointe et de les incorporer à la fin de chaque section ou sous-section appropriée dudit chapitre.

ANNEXE

PROJET DE RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

A. GENERALITES

Mouvements de population

1. Le Conseil de tutelle accueille favorablement la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle un programme a été entrepris qui aboutira à la complète remise en état de l'atoll de Bikini ainsi qu'au retour et à la réinstallation de ses anciens habitants.
2. Le Conseil exprime l'espoir que des mesures analogues seront prises le plus tôt possible en ce qui concerne les autres communautés déplacées et se félicite que l'Autorité administrante ait déclaré que, s'agissant des anciens habitants de Eniwetok, elle prend toutes mesures utiles pour remédier aux injustices commises dans le passé et pour améliorer la situation actuelle.

Demandes d'indemnisation pour dommages de guerre

3. Le Conseil de tutelle, rappelant les recommandations qu'il a faites précédemment sur l'importante question du règlement des demandes d'indemnisation présentées par des Micronésiens pour les dommages causés pendant la deuxième guerre mondiale, note avec satisfaction que l'accord entre les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Japon sur la question des réclamations a été signé à Tokyo le 18 avril 1969 et exprime l'espoir que les mesures nécessaires pour donner effet à cet accord seront rapidement prises et que les versements seront faits sans retard après consultation avec le Congrès de la Micronésie et les intéressés.
4. Le Conseil note une fois de plus que les demandes d'indemnisation pour les dommages subis après l'occupation qui ont été présentées contre les Etats-Unis n'ont encore donné lieu à aucun règlement mais que le bureau créé pour s'occuper de ces questions est en train d'évaluer les demandes qui ont été présentées avant le 15 septembre 1968, date limite fixée pour leur dépôt. Le Conseil se félicite que le représentant spécial ait déclaré que la procédure de versement des indemnités

/...

serait accélérée en même temps que le règlement des demandes résultant de l'accord avec le Japon. Il exprime de nouveau l'espoir qu'une solution définitive sera trouvée avant sa prochaine session et que les versements seront faits dans les délais les plus brefs.

Litiges fonciers

5. Le Conseil de tutelle note que l'Autorité administrante s'intéresse activement à l'exécution du projet relatif à l'étude et à l'enregistrement des titres fonciers et il espère que ce projet sera achevé le 30 juin 1970, date limite fixée pour son achèvement. Le Conseil note avec satisfaction la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle celle-ci ne prendra aucune terre dont elle pourrait avoir besoin à des fins administratives sans examiner la question à fond avec toutes les parties intéressées et sans dédommager entièrement, convenablement et rapidement les propriétaires. Le Conseil note aussi avec satisfaction que l'Administration a renoncé à certaines terres du domaine public au profit des Micronésiens et il exprime l'espoir que d'autres terres dont l'Administration n'a pas besoin seront mises à la disposition de la population pour que celle-ci puisse s'en servir à des fins productives. Le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante pourra signaler au Conseil, à sa prochaine session, d'importants progrès dans ce domaine.

B. PROGRES POLITIQUE

Congrès de la Micronésie

6. Le Conseil de tutelle, rappelant les recommandations qu'il a faites précédemment sur la durée des sessions du Congrès, est heureux de noter que les sessions dureront 45 jours au lieu de 30 et qu'une session supplémentaire sera tenue tous les deux ans. Le Conseil note également avec satisfaction que les membres du Congrès seront désormais rémunérés à plein temps pour leurs services.

7. Le Conseil de tutelle se félicite d'autre part des activités des quatre comités intérimaires du Congrès chargés d'étudier le statut politique futur du Territoire, la situation de l'enseignement, les finances publiques, et l'organisation administrative et du rôle accru qu'ils jouent avec l'exécutif dans les affaires administratives.

8. Le Conseil de tutelle réaffirme ses conclusions antérieures selon lesquelles, pour que le Congrès soit le porte-parole et l'instrument efficace des vœux des Micronésiens, il doit être doté de pouvoirs législatifs étendus et clairement définis et disposer de moyens lui permettant de les exercer.

9. En ce qui concerne les finances, le Conseil prend acte de la déclaration du représentant spécial selon laquelle le Congrès de la Micronésie participera dans une beaucoup plus large mesure à toutes les phases de la préparation et de l'établissement du budget et sera saisi à sa prochaine session de certaines suggestions concrètes du représentant spécial. Le Conseil compte que des progrès seront réalisés dans ce domaine avant sa prochaine session.

10. Le Conseil, conscient que le Congrès de la Micronésie n'exerce actuellement aucun contrôle financier effectif sur la plupart des activités de l'Administration, exprime à nouveau l'espoir que des mesures seront bientôt prises pour élargir les attributions financières du Congrès en étendant progressivement ses pouvoirs de manière qu'ils englobent l'affectation des crédits alimentés par les subventions des Etats-Unis.

Pouvoir exécutif

11. Le Conseil de tutelle, tenant compte des recommandations faites par la Mission de visite de 1967, note avec inquiétude qu'aucun Micronésien n'a encore accédé aux échelons supérieurs du pouvoir exécutif central et réaffirme sa conviction que les Micronésiens devraient acquérir rapidement une expérience dans l'élaboration des politiques et l'exercice des responsabilités politiques au niveau ministériel.

12. Le Conseil se félicite des activités du Comité du Congrès de la Micronésie chargé d'étudier l'organisation administrative et du fait que le représentant spécial a l'intention de tenir compte des conclusions du Congrès touchant le rapport du Comité avant de modifier en quoi que ce soit la structure de la branche exécutive du gouvernement du Territoire sous tutelle.

Fonction publique : formation et accès des Micronésiens
à des postes administratifs supérieurs

13. Le Conseil note avec inquiétude que, en dépit de la priorité que l'Autorité administrante attache à la formation à donner aux Micronésiens pour qu'ils puissent occuper tous les postes de la fonction publique, les progrès réalisés dans ce domaine au cours de l'année écoulée ont été limités et qu'aucun Micronésien n'a encore été chargé de diriger un département.

14. Le Conseil invite à nouveau instamment l'Autorité administrante à élargir son programme de formation et à intensifier ses efforts dans ce domaine.

15. Le Conseil accueille favorablement la déclaration du représentant spécial selon laquelle l'Autorité administrante est prête à élaborer un programme d'application progressive, en vue de l'égalsation des barèmes de traitements versés aux ressortissants des Etats-Unis et aux Micronésiens dans le Territoire sous tutelle, qui sera mis au point en étroite coopération avec le Congrès de la Micronésie. Le Conseil espère recevoir des indications sur l'application de cette importante décision à sa prochaine session.

Peace Corps

16. Le Conseil de tutelle se félicite du rôle important que le Peace Corps joue, notamment dans l'exécution des programmes d'enseignement et des programmes sociaux entrepris dans le Territoire, et exprime l'espoir que lorsqu'on réduira les effectifs du Peace Corps, on le fera de manière à ne pas nuire à ces programmes.

C. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Situation économique générale

17. Le Conseil de tutelle, convaincu que le développement économique doit être réalisé en même temps que le progrès politique, recommande que l'Autorité administrante intensifie ses efforts en vue d'améliorer les perspectives économiques du Territoire. Notant que l'infrastructure actuelle ne permet pas d'atteindre ces buts, le Conseil insiste pour que des efforts plus vigoureux soient accomplis en vue de remédier à cette situation. Il exprime également son inquiétude devant l'aggravation de la situation de la balance commerciale, et espère que l'on s'emploiera à

la redresser en accordant des conditions plus favorables aux produits d'exportation et en utilisant les produits de remplacement des importations. Il prend note de l'intention de l'Autorité administrante d'accorder la franchise de douane aux produits micronésiens.

Finances publiques : obtention de recettes publiques suffisantes

18. Le Conseil de tutelle prend note avec satisfaction de l'augmentation continue des fonds, d'un montant de 11 millions de dollars, prévue par l'Autorité administrante pour l'exercice 1969/1970. Il exprime l'espoir que, même si les crédits ne peuvent être ouverts que pour une année à la fois, il sera possible d'adopter une procédure qui permette une planification à long terme du développement économique.

19. Le Conseil attache de l'importance à l'Economic Development Loan Fund. Il félicite l'Autorité administrante de son intention de s'efforcer d'obtenir une augmentation qui permettrait de porter les crédits disponibles à 5 millions de dollars, et espère que les activités du Fonds en matière de prêts seront étendues en conséquence. Il exprime l'espoir que le Board se composera, à l'avenir, d'un nombre accru de membres micronésiens, et que ceux-ci joueront un rôle de plus en plus important dans sa gestion.

20. Le Conseil rappelle qu'il a recommandé que le Congrès de la Micronésie examine l'adoption d'un système approprié d'imposition directe applicable à tous les résidents du Territoire. Il note que deux experts fiscaux sont actuellement dans le Territoire où ils rédigent un rapport sur la question qui sera soumis au Congrès de la Micronésie à sa session de juillet. Le Conseil exprime l'espoir que des progrès appréciables pourront être accomplis dans ce domaine avant sa prochaine session.

Agriculture et élevage

21. Le Conseil a pris note des efforts accomplis en vue de diversifier et d'augmenter la production agricole, mais il constate que l'on n'a pu réaliser que des progrès limités jusqu'à présent; il espère que ces efforts seront intensifiés.

Le Conseil a été préoccupé d'apprendre la fermeture de l'Institut de recherche de Ponape et il prend note des plans établis en vue de sa réouverture sur une base élargie.

Pêches

22. Le Conseil de tutelle, réaffirmant les recommandations qu'il a formulées antérieurement en ce qui concerne l'importance de l'industrie de la pêche dans le Territoire, a constaté avec satisfaction l'augmentation des prises dans le district de Palaos. Il se félicite des mesures envisagées par l'Autorité administrante en vue de développer la pêche et les industries connexes, de les rendre plus rentables et d'augmenter la participation micronésienne à ces activités. A cet égard, le Conseil de tutelle recommande instamment que des recherches appropriées soient entreprises en vue d'améliorer et d'étendre le potentiel du Territoire sous tutelle dans le domaine de la pêche.

Industries

23. Le Conseil de tutelle note les progrès considérables accomplis dans le secteur du tourisme et espère que son expansion favorisera l'évolution d'autres industries, et en particulier de l'artisanat. Le Conseil estime qu'une bonne formation des artisans contribuera grandement à maintenir la qualité des produits et à accroître la production.

Transports et communications

24. Le Conseil de tutelle, notant l'importance vitale des transports et communications pour tous les aspects de la vie du Territoire, ainsi que les progrès accomplis dans les domaines des transports par air et par mer et des télécommunications au cours de l'année écoulée, demande néanmoins instamment à l'Autorité administrante d'assurer l'expansion de ces services et d'accorder une attention accrue aux liaisons entre les centres de districts et les îles périphériques, ainsi qu'aux transports routiers dans les îles.

D. PROGRES SOCIAL

Situation sociale

25. Le Conseil de tutelle prend note de la déclaration faite par le Conseiller spécial sur la nécessité non seulement d'accélérer le rythme du développement, mais aussi de l'orienter en prenant davantage en considération le mode de vie des Micronésiens. Le Conseil de tutelle prie instamment l'Autorité administrante de tenir pleinement compte de cette considération dans la planification du développement du Territoire.

Services médicaux et sanitaires

26. Le Conseil de tutelle prend note des mesures qui ont été prises pour développer les services de santé.

27. Le Conseil de tutelle se félicite que certains des postes vacants sur lesquels il a appelé l'attention l'an passé aient été pourvus, mais il continue à s'inquiéter de l'insuffisance des installations sanitaires et du personnel médical. A cet égard, il a noté avec satisfaction que l'on a commencé à construire un nouvel hôpital dans le district de Truk et que l'on achète du matériel pour le transport des équipes d'agents sanitaires et des malades, mais il continue de se préoccuper du fait qu'une grande partie de la population qui vit dans des régions reculées n'a pas accès aux services médicaux.

28. Toutefois, le Conseil prend note de la déclaration faite par le représentant spécial selon laquelle une étude est entreprise sur la possibilité d'ouvrir des dispensaires dans les îles extérieures et d'assurer en cas de besoin l'évacuation rapide des malades.

Habitation

29. Le Conseil de tutelle rappelle la recommandation qu'il a faite sur la nécessité urgente d'améliorer l'aide destinée à la construction d'habitations à bon marché. Il prend note de la déclaration faite par le représentant spécial selon laquelle l'Administration donne la priorité à l'exécution, dans chaque

district, d'un plan directeur, prévoyant que certaines zones sont réservées à la construction d'habitations. Le Conseil espère que de nouveaux progrès lui seront signalés dans ce domaine à sa prochaine session, y compris la création d'un fonds pour la construction d'habitations à bon marché, qui a été suggérée à sa trente-cinquième session.

E. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

Généralités

30. Ayant présente à l'esprit la déclaration du Conseiller spécial sur les lacunes qui existent dans le système de l'enseignement du Territoire, le Conseil de tutelle note avec satisfaction que le secteur de l'enseignement bénéficiera, en première priorité, des crédits budgétaires additionnels prévus pour 1969/1970. Il espère que de nouvelles mesures seront prises rapidement dans le Territoire en vue d'améliorer la situation dans ce domaine.

31. Le Conseil de tutelle prend note de la déclaration du Conseiller spécial selon laquelle le Comité de l'enseignement du Congrès de la Micronésie formulera des recommandations tendant à créer un système d'enseignement répondant aux besoins sociaux et aux besoins en personnel qualifié de la Micronésie et il aimerait recevoir des renseignements supplémentaires à ce sujet, lors de sa prochaine session.

Aspects spéciaux de l'enseignement

32. Le Conseil de tutelle se félicite de l'expansion continue des moyens de formation pédagogique et de la création prochaine du Centre micronésien de formation professionnelle.

33. Le Conseil prend note de l'accroissement du nombre de bourses d'études ainsi que de la déclaration du représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), selon laquelle les possibilités pour les Micronésiens de faire des études supérieures semblent suffisantes au stade actuel du système d'enseignement.

34. Toutefois, comme le nombre des élèves fréquentant les écoles secondaires augmente, le Conseil de tutelle pense qu'il sera probablement nécessaire d'ouvrir un établissement d'enseignement supérieur (junior college).

Préservation de la culture micronésienne

35. Le Conseil de tutelle se félicite de la décision qui a été prise de construire un musée dans les îles Marshall et il exprime l'espoir que l'Autorité administrante contribuera à la mise au point de ce projet. Le Conseil de tutelle se félicite que le représentant spécial ait donné l'assurance que son administration était consciente du devoir qui lui incombe de préserver l'histoire et la culture de la Micronésie et qu'elle coopérera avec la Commission historique qui a été créée à cette fin.

36. Le Conseil rappelle la suggestion faite par la Mission de visite en 1967, selon laquelle les étudiants micronésiens eux-mêmes pourraient jouer un rôle important en recueillant des données relatives aux divers aspects des traditions et de la culture du Territoire.

F. FIXATION D'UN DELAI DEFINITIF ET D'ETAPES INTERMEDIAIRES POUR L'ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE

37. Le Conseil de tutelle constate que le sens de la démocratie se développe dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et que le peuple micronésien est de plus en plus disposé à assumer la responsabilité de décider de son avenir. Il invite l'Autorité administrante à encourager cette évolution sous toutes ses formes et à poursuivre ses efforts en vue d'aider le peuple micronésien à mieux comprendre les diverses possibilités qui s'offrent à lui dans le processus d'autodétermination.

38. Le Conseil réaffirme les droits inaliénables du peuple micronésien à l'autodétermination, y compris le droit à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies, à l'Accord de tutelle et aux résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1961 et 1541 (XV) du 15 décembre 1960 de l'Assemblée générale.

/...

39. Prenant note des activités de la Future Political Status Commission du Congrès de la Micronésie, le Congrès accueille avec satisfaction l'invitation adressée à l'Autorité administrante, dont a fait état le Conseiller spécial, de rencontrer les représentants de la Micronésie aux fins de décider de la date à laquelle mettre fin à l'Accord de tutelle. Le Conseil se félicite également de la proposition de l'Autorité administrante visant à ce que le Congrès de la Micronésie désigne parmi ses membres un groupe qui aurait pour mission de s'entretenir avec des représentants du Gouvernement des Etats-Unis des mesures législatives à prendre pour doter le Territoire d'un statut conforme aux vœux de la majorité de la population. Le Conseil prend note de la déclaration du représentant de l'Autorité administrante, selon laquelle celle-ci donnera aux Micronésiens l'occasion d'exercer leur droit à l'autodétermination dans un proche avenir. Le Conseil exprime l'espoir que les procédures qui sont actuellement envisagées n'auront aucun effet dilatoire sur le processus de consultation engagé avec les Micronésiens quant à la question de leur avenir ou sur les progrès réalisés sur la voie de l'autodétermination conformément à leurs vœux.

40. Le Conseil, rappelant les fins du régime de tutelle qui sont énoncées à l'Article 76 de la Charte des Nations Unies, réaffirme que le statut définitif du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique devra être l'expression des aspirations des Micronésiens. Il se félicite que le représentant de l'Autorité administrante ait relevé que ce statut devra être approuvé par un acte d'autodétermination des habitants du Territoire et que le représentant spécial ait déclaré que cette option devrait s'effectuer sous la surveillance d'un comité d'observateurs nommés par les Nations Unies.

41. Le Conseil invite instamment l'Autorité administrante à poursuivre résolument ses efforts, en coopération étroite avec le Congrès de la Micronésie, en vue de préparer la population du Territoire à exercer son droit à décider de son avenir.
